



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

UNIVERSITÉ POPULAIRE D'AMIENS

Conférence – Débat du cycle Choses Publiques

Mercredi 20 juin à 19h30

Entrée libre

***Peut-on, et comment, réguler l'économie
à l'heure de la mondialisation ?***

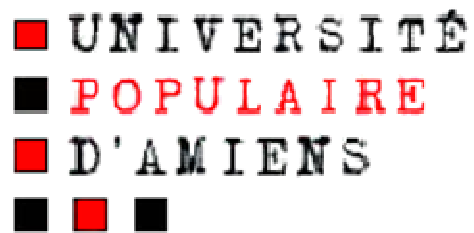
avec Dominique Plihon

Professeur d'économie à l'Université Paris XIII

Maison du Théâtre - 8, rue des Majots

Renseignements et réservations : 03 22 71 62 90

Relations presse : Véronique Chapeyrou – 03 22 71 62 99



« L'intention qui préside à ces échanges est d'essayer de briser les clôtures sociales, partisans, professionnelles afin de faire vivre à Amiens une citoyenneté informée, active, partagée par le plus grand nombre. »

L'Université Populaire d'Amiens, collectif né durant le mouvement universitaire de 2009 à l'initiative d'étudiants et d'enseignants de l'UPJV d'Amiens se donne pour but de favoriser des échanges de savoirs hors des cadres institutionnel ou marchand.

Après avoir proposé des cours sur la place publique pendant le mouvement universitaire de 2009, elle a tenté une mise en pratique de ce principe autour d'un jardin ouvrier qu'elle a cultivé pendant deux ans. Par ailleurs, depuis 2010, elle propose deux cycles de rencontres, de réflexion et de discussion :

LE GAI SAVOIR : un atelier de philosophie qui souhaite rassembler un public de non-spécialistes autour d'un auteur remarqué pour l'intérêt de sa contribution à l'intelligibilité d'une question qui puisse concerner tout un chacun dès lors qu'il s'intéresse à essayer de formuler et de clarifier les inquiétudes ou les doutes qui sont les siens.

CHOSSES PUBLIQUES : lieu de délibération collective, permettant de se saisir, à partir de l'exposé d'une personnalité reconnue pour en avoir enrichi l'approche par des analyses pertinentes ou par une action novatrice, d'un aspect conflictuel de la vie sociale contemporaine dans une perspective de transformation, à tout le moins d'amélioration, de ces réalités problématiques.

Contact

univ.pop.amiens@gmail.com
<http://sites.google.com/site/universitepopulaireamiens/>

Une maîtrise démocratique de la vie économique est-elle possible ?

La crise bancaire américaine de 2008, rapidement étendue à l'échelle planétaire, les désastres sociaux provoqués par les délocalisations des entreprises industrielles, les menaces d'atteintes irrémédiables portées à la nature et à la vie, le jeu pervers de la spéculation sur la dette des Etats, autant de faits massifs et redoutables qui rappellent à ceux qui en douteraient encore que la vie économique des sociétés ne peut, sans risques de dévastations catastrophiques, être abandonnée aux seuls acteurs du monde financier.

L'entrée dans l'ère de la modernité politique se marque par l'expression de la volonté des peuples de maîtriser leurs destins communs. Conquête constamment menacée, longtemps réservée aux possédants, la démocratie représentative a d'abord laissé à l'extérieur du champ d'action de l'Etat l'organisation de la production et des échanges. Il aura fallu la révolution industrielle et l'intensité infernale de l'exploitation du travail à l'époque du « capitalisme sauvage » pour que surgissent des projets économiques et sociaux alternatifs au libéralisme alors hégémonique et pour que, tardivement, soient prises en compte les revendications du monde ouvrier par un pouvoir politique réticent à légiférer dans ce domaine, et à limiter ainsi le pouvoir jusqu'à lors sans contrôle des entrepreneurs capitalistes.

En ce début de XXIème siècle, on peut encore entendre de savants propos soutenir que la destruction, certes douloureuse pour de larges parties de la population, de secteurs devenus obsolètes de l'appareil de production est la condition même de l'essor économique. Aux individus de savoir s'adapter aux évolutions d'un système indifférent aux souffrances humaines et soumis à sa seule logique interne, celle de la maximisation du profit. Nul doute qu'un plus grand bien en résultera pour le plus grand nombre et vouloir contrarier ce processus serait aussi contreproductif qu'obscurantiste. La faillite des Etats qui avaient mis en œuvre la planification quasi intégrale de leur vie économique constitue un épouvantail commode pour les tenants de la soumission aux lois « naturelles » du marché, érigé ainsi en nouvelle divinité tutélaire ! En matière d'économie, la sagesse consiste, recommandent ces experts avisés, à renoncer à toute velléité d'orienter les processus en fonction d'une idée, soumise à délibération, du bien commun et la liberté doit cesser de s'exercer au seuil de ce monde régi par un providentiel pouvoir d'autorégulation.

Cette confrontation entre partisans de la soumission aux impératifs absolus du fonctionnement « naturel » de l'économie et citoyens aspirant à l'exercice de leur responsabilité collective y compris à l'égard de cette composante substantielle de la vie sociale est toujours celle au sein de laquelle nous avons à nous situer et à prendre position. Elle continue à nous concerner de manière fondamentale.

Depuis près d'un siècle maintenant, l'option « social-démocrate » ou « réformiste » a entrepris de réguler le fonctionnement d'une vie économique dont les entreprises privées restent des acteurs essentiels mais non uniques. Dans une conjoncture économique critique et alors que la France vient d'élire un Président de la République qui a déclaré n'avoir pour seul ennemi que la finance, nous demanderons à Dominique Plihon de nous expliquer, comment nous pouvons étendre notre pouvoir citoyen au sein de cette composante de la vie sociale qui n'a aucune vocation rationnelle à rester hors d'atteinte de la décision démocratique et comment cela peut s'envisager alors que les circuits économiques se sont fortement internationalisés, autrement dit, qu'ils échappent aux contrôles des législations restées nationales.

L'invité : Dominique Plihon



Dominique Plihon est Professeur de sciences économiques à l'Université de Paris-Nord au sein de laquelle il dirige le pôle spécialisé en économie financière et l'école doctorale Erasme (Lettres-SHS). Il a été chargé de mission à la Banque de France, membre du Commissariat Général au Plan (1983-1994) et également membre du Conseil d'Analyse Economique (2001-2004).

Ancien militant à la CFDT et au PSU, il préside, depuis 2001, le conseil scientifique d'ATTAC, participe au réseau des « Economistes Atterrés » et au Comité citoyen pour l'audit de la dette. Il est également membre du Conseil de rédaction de l'hebdomadaire Alternatives économiques et l'un des invités réguliers de l'émission *L'économie en questions* de Dominique Rousset diffusée sur France-Culture le samedi de 11 à 12 heures.

Auteur de plusieurs rapports pour le Commissariat Général au Plan et le Conseil d'Analyse Economique publiés à la Documentation Française, il a participé à la rédaction de plusieurs ouvrages collectifs tels que :

Changer d'économie ! Nos propositions pour 2012, Les Economistes Atterrés, 2011
Le piège de la dette publique, Comment s'en sortir ? ATTAC, 2011
Quelles leçons de la crise pour les banques ? Documentation Française, 2012
Le savoir et la finance. Liaisons dangereuses au cœur du capitalisme contemporain, avec E.M. Mouhoud, Ed. La Découverte , 2009

En son nom propre, il a, entre autres, signé :

Les taux de change, Ed. La Découverte, 2012
Le nouveau capitalisme, Ed. La Découverte, 2009
La monnaie et ses mécanismes, Ed La Découverte 2008



CONTACT PRESSE
MAISON DU THEATRE
Véronique Chapeyrou
Tel : 03 22 71 62 99
v.chapeyrou@amiens-metropole.com